

L'Humanité *rouge*

Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 329
Vendredi 19 septembre 1975.

LE SOCIAL-FASCISME DE LA CLIQUE MARCHAIS : BAVURE OU PRATIQUE COURANTE

Le numéro de «Libération» daté du 17 septembre 1975 a publié un témoignage «choc» sur les violences du service d'ordre révisionniste à la foire de «l'Humanité».

Ainsi qu'il le reconnaît spontanément, un jeune participant s'était installé en bordure du podium pour «fumer de l'herbe» en écoutant les orchestres «pop» qui soit dit en passant sont bien une autre forme de drogue destinée à empoisonner la jeunesse. Il aurait alors été kidnappé par le service d'ordre du P.C.F. Pour la suite, laissons-lui la parole :

«Ils sont une dizaine. Ils me fouillent, me frappent, me déshabillent, me retirent ma gourmète, mon argent (200 F)... Ils veulent tout savoir, mon nom, mon adresse, mes activités politiques. Interrogatoire musclé comme à la P.J. Ils font les questions et les réponses tout en me bourrant de coups... On entend les cris, les gémissements, les coups. Je rentre dans la tente. Trois torches m'aveuglent et m'empêchent de voir d'où viennent les coups de matraque. On nous attache les mains, les pieds avec du fil de fer. On nous flanque un baillon sur la bouche et un bandeau sur les yeux...»

Ce traitement, infligé à sept jeunes, aurait duré une dizaine d'heures avant qu'ils ne se retrouvent abandonnés en rase campagne, nus, après un dernier bon coup de matraque sur la tête.

Devant l'émotion qu'a suscitée un tel témoignage, le quotidien révisionniste a bien été obligé d'y faire allusion de la manière la plus classique et embarrassée qui soit : il dément, crie à la provocation et laisse entendre qu'après tout, n'est-ce-pas, un drogué!...

Quant à nous, nous savons bien, y compris pour l'avoir expérimenté personnellement, que de semblables agissements ne sont pas des «bavures», qu'ils sont monnaie courante, le reflet de l'idéologie et de la ligne des révisionnistes.

N'ont-ils pas odieusement «tabasé» des militants venus distribuer des tracts à la dernière «fête» de «la Marseillaise» ? Le 26 juin dernier, lors de la manifestation sur «les libertés», n'ont-ils pas sauvagement attaqué les manifestants porteurs de banderoles du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui dénonçaient leur ligne

JEUDI MATIN A VERSAILLES, L'ASSASSIN DE M. DIAB DEVANT
«LA CORRECTIONNELLE»

Il faut que le policier assassin de M. Diab passe en cour d'assises !

● **Le policier raciste simplement
jugé en correctionnelle**

pour «n'avoir pas porté son revolver réglementaire»

● **Le dossier d'instruction truqué
de bout en bout**

— Les quatre balles qu'auraient tirées le policier ont fait treize trous !

— L'assassin se serait trouvé en «légitime défense» en pleine caserne de police et alors que M. Diab ne portait aucune arme !

● Les avocats de la partie civile, Maître Ben Abdallah du barreau d'Alger, et Maître Gisèle Halimi demanderont le renvoi en cour d'assises.
(article P.4)

PORTUGAL

LA FILIERE SOVIÉTIQUE OU LE SALAIRE DES TRAITRES

Une curieuse affaire vient de transpirer en Belgique. Le renouvellement de l'autorisation de séjour et du permis de travail de deux Soviétiques, M. Makeyev, directeur financier de la société maritime soviétique «Transworld maritime agency» et son adjoint, M. Madvetchenko, ne seraient pas accordés

à la fin du mois, à la demande du ministère des Affaires étrangères.

Les deux «hommes d'affaires» soviétiques sont accusés d'avoir envoyé clandestinement des sommes très importantes au Parti d'Alvaro Cunhal à Lisbonne, ainsi qu'à d'autres partis révisionnistes européens, par l'intermédiaire de la filiale anversoise de leur société maritime. Ils ont été contraints de reconnaître qu'une somme de deux millions deux cent mille francs français «nécessaire à l'organisation d'une filiale à Lisbonne», avait été transférée par leurs soins.

SOUTIEN AUX EMPRISONNÉS ESPAGNOLS

MEETING

Vendredi 19 Septembre 20 H.

Mutualité 24 Rue St-Victor M° Maubert-Mutualité

Convoqué par le FRAP

et soutenu par L'HUMANITÉ ROUGE, le PCMLF,
le PCR (m-l), le CILA, le MIL, l'UCF (m-l)



Aux "Dossiers de l'écran"

LA DECONFITURE
DE L'ONCLE SAM

Où vont les USA ? C'était le thème des «dossiers de l'écran» de mardi dernier qui réunissait, sur un même plateau, le sénateur américain Mac Govern, Michel Jobert, Pierre Salinger, «conseiller» du Parti démocratique américain, Jean-Pierre Cot, secrétaire national du PS et Heykhal, éditorialiste célèbre du journal égyptien «Al arham».

En fait c'est à une véritable mise en accusation de la superpuissance impérialiste américaine que l'on a pu assister. La partie s'est livrée à fleurets mouchetés, certes, mais elle a quand même permis d'entendre au passage quelques bonnes vérités.

La volonté des USA de dominer le monde et, en particulier l'Europe, y a été publiquement et fermement dénoncée, notamment par Michel Jobert qui, en tant qu'ex-ministre des Affaires étrangères du gouvernement français sait bien de quoi il parle.

Perpétuellement sur la défensive, les leaders de l'opposition américaine se sont livrés à un véritable plaidoyer du dossier USA, protestant de la bonne foi américaine et des intentions pures que nourrit la Maison blanche à l'égard des peuples du monde. Ça ne manquait toutefois pas de piquant de les voir contraints

de reconnaître qu'il y avait effectivement «crise du capitalisme américain, crise du capitalisme mondial».

Intéressante aussi, a été, l'évocation de la nécessité de construire une solidarité internationale nouvelle avec les pays du tiers monde sous peine, comme l'a dit nettement Jobert (parlant au nom des bourgeoisies occidentales), «de les voir s'unir contre les pays industriels développés». Mais les porte-paroles américains sont restés sourds à cette réalité qui sape leur suprématie, au contraire des pays européens qui l'abordent de façon plus réaliste.

Une telle émission, étalant plaisamment aux yeux du grand public français la déconfiture américaine, est un signe de l'opposition croissante d'intérêt qui dresse les bourgeoisies française et européennes contre l'empire américain. Mais au-delà de l'orientation de ses auteurs, l'émission a présenté un autre intérêt. Toutes les questions des téléspectateurs faisant écho aux accusations de Heykhal ont fait intervenir l'existence et le jeu du social-impérialisme et porté sur les rapports entre les deux supergrands. L'inquiétude manifeste dont ces questions étaient porteuses témoigne clairement que les mensonges d'Helsinki ont déjà fait long feu.

Continuer la bataille
de l'abonnement !

Où en est la campagne d'abonnement une quinzaine de jours après la rentrée de septembre ?

Très vite, dès le début du mois, les abonnements ont repris leur niveau du printemps ; la plupart des réabonnements sont de longue durée et déjà des abonnements nouveaux arrivent à l'administration du journal. Voilà qui est encourageant et qui témoigne de la confiance renouvelée à notre jeune quotidien.

Et pourtant, il nous faut continuer la bataille de l'abonnement. Car à nos yeux, c'est une excellente méthode de diffusion du journal. Pour nos lecteurs et amis, c'est une

garantie de régularité, le journal n'étant pas encore distribué en kiosques. Pour nous, c'est une garantie financière — et donc un soutien — car l'abonnement nous permet d'ajuster plus exactement notre tirage aux besoins et de disposer de rentrées financières. Surtout, pour nous, c'est un encouragement politique. Car chaque abonné élargit et renforce l'influence de nos idées et notre capacité de combat.

Lecteurs, amis, camarades, abonnez-vous, abonnez vos amis, c'est un excellent moyen pour remporter la bataille de notre quotidien !

bulletin d'abonnement

(écrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

	<input type="checkbox"/> ouvert		<input type="checkbox"/> pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F	<input type="checkbox"/> 60 F	
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 180 F	
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F	<input type="checkbox"/> 360 F	
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F	<input type="checkbox"/> 500 F	

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 293 75866 Paris Cedex 18

CCP inchangé :

L'HUMANITÉ ROUGE No 30 226 - 72 - Centre : La Source

EUROPE EN LUTTE

Nouvelles arrestations d'antifascistes
en Espagne

D'après des informations en provenance d'Espagne, la police franquiste aurait annoncé 76 nouvelles arrestations, avant même la mise en place du décret-loi «antiterroriste». Tous auraient été déférés devant les autorités judiciaires et seraient prochainement jugés. Parmi eux, onze militants du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique).

Selon «l'Association de secours et d'entraide basque», l'un des grévistes de la faim détenus à la prison de Ségovie serait dans un état grave. Il s'agit de José Ramon Ureta, professeur à Bilbao, condamné à 4 ans de prison pour avoir hébergé des militants de l'ETA. Les détenus politiques basques emprisonnés à Ségovie poursuivent cette grève de la faim en solidarité avec Garmendia et Otaegui.

3ème semaine de grève
des bûcherons belges.

Les bûcherons belges poursuivent leur troisième semaine de grève. Les barrages de péniches bloquent toujours l'ensemble des voies navigables.

Par deux fois déjà, des protocoles d'accord négociés entre le gouvernement, les patrons et les syndicats ont été repoussés par les grévistes.

Des millions de grévistes
en Italie.

La quasi totalité des 220 000 cheminots italiens vient d'observer une grève de 24 heures, paralysant le trafic ferroviaire dans tout le pays. Ils revendiquent une augmentation de salaire importante, inaugurant ainsi les luttes ouvrières de la rentrée.

Vendredi une seconde grève mobilisera les employés des postes, téléphones et télégraphes pour que les salaires du secteur public soient alignés sur ceux du privé.

D'autres luttes suivront immanquablement puisque s'ouvre prochainement la renégociation d'une quarantaine de conventions collectives concernant 4,5 millions de travailleurs.

RECTIFICATIF

Nous prions nos lecteurs, et surtout tous nos amis africains, de nous excuser pour l'erreur qui s'est glissée dans notre journal daté du 13 septembre 1975.

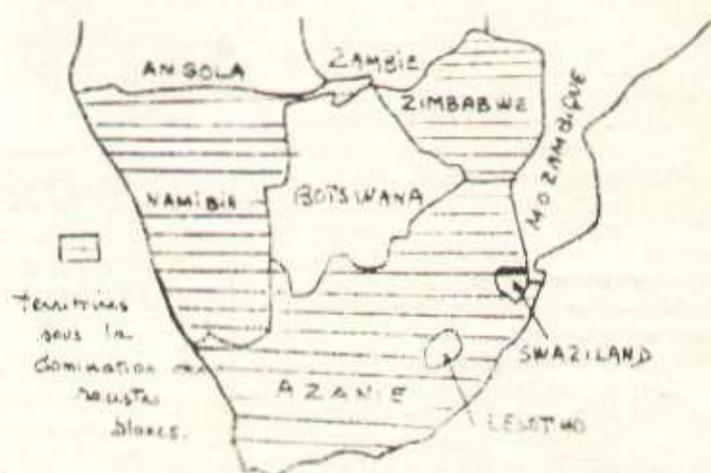
En effet nous avons dénommé à tort «Namibie» le pays des patriotes rhodésiens, alors qu'il s'agit du Zimbabwe, du nom d'un ancien royaume africain du Moyen-Age.

La carte publiée ci-dessous permet d'être tout à fait précis. Trois pays sont encore sous la domination des racistes blancs en Afrique du Sud :

— Le Zimbabwe, appelé Rhodésie, sous la conduite du régime raciste de Jan Smith.

— L'Azanie, ou République d'Afrique du Sud sous la domination de Vorster.

— La Namibie, ou Sud-Ouest africain.

Angola: TOUT FAIRE
POUR RAMENER L'UNITE

Les quatre chefs d'État de Zambie, Tanzanie, Mozambique et Botswana et le premier ministre du Congo viennent de tenir une réunion pour examiner les décisions à prendre face au développement de la situation en Angola.

A l'issue de cette rencontre, ils déclarent que l'accès de l'Angola à l'indépendance à la date prévue (11 novembre) était une question de première importance et que tous les efforts devaient

être faits pour mettre un terme à la guerre civile et ramener l'unité parmi le peuple angolais.

Dans ce but l'envoi de trois missions spéciales a été décidé.

La première se rendra à Kinshasa où elle rencontrera le président Mobutu et Roberto Holden, responsable du FNLA, la seconde rencontrera, à Luanda, les responsables du MPLA. Par la suite une troisième mission se rendra à Lisbonne pour des entretiens avec le gouvernement portugais.

Autour de l'affaire Claustre UNE CAMPAGNE NEO-COLONIALISTE

Voilà plus de dix-sept mois aujourd'hui que Françoise Claustre est prisonnière des forces armées du nord du Tchad commandées par Hissène Habré et personne n'en savait rien hormis l'Élysée et les services d'espionnage français. Or ne voilà-t-il pas que depuis cet été la grande presse et tous les moyens d'information bourgeois se déchaînent, tentent d'apitoyer le bon peuple sur le sort de cette fonctionnaire et déversent leurs flots de calomnies racistes et colonialistes sur le peuple tchadien et les Toubous plus particulièrement. Les nostalgiques des «épopees coloniales» s'en prennent à regretter le temps des canonniers françaises et le torchon fasciste «Minute» dans son dernier numéro explique même en détail l'opération parachutiste qui pourrait être montée pour sauver l'honneur de la France, la «dignité nationale» et autres gadgets ronflants destinés à cacher la soif du profit des néo-colonialistes.

Alors qui est «Madame Claustre»? Il faut vous dire tout d'abord que madame Claustre est l'épouse de monsieur Pierre Claustre responsable de la «Mission pour la réforme administrative» au Tchad, un organisme directement mis sur pied par Foccart le chef des barbouzes pour l'Afrique du temps de De Gaulle. En d'autres termes Pierre Claustre travaille directement pour le compte du SDECE, le service d'espionnage d'infiltration et de manipulations en tous genres de la bourgeoisie française. Cependant lorsqu'elle fut arrêtée le 24 avril 1974 Françoise Claustre n'était pas avec son mari à N'Djamena la capitale du Tchad mais à Bardaï plus au nord du pays. Officiellement elle est archéologue, une science qui dans les pays occidentaux a toujours été étroitement associée aux entreprises coloniales auxquelles elle a parfois servi de couverture. Mais comme par hasard,

la région dans laquelle elle fait ses recherches est riche en uranium et en pétrole.

Il n'y a pas que les Français qui s'y intéressent. En même temps que Françoise Claustre un docteur allemand et sa femme sont également arrêtés. Que faisaient-ils là? Mystère! Toujours est-il que le gouvernement allemand agit avec beaucoup de discrétion pour faire libérer le docteur Stawen. Et le gouvernement français de son côté reste très, très discret aussi sur ce qui n'est pas encore l'affaire Claustre. Dans le même temps, le 2 juin, avec des troupes transportées par des avions français une «opération» est menée contre la tribu des Nanas-Kazzas, la famille de Hissène Habré: les parents et le fils de celui-ci seront rafiés comme du bétail. C'est alors que, provocation ou bêtise, un négociateur est envoyé c'est le commandant Galopin qui n'est autre qu'un responsable avec le général Gourvenec de la redoutable police spéciale aux méthodes fascistes que la France a attaché à Tombalbaye. Galopin accomplira là sa dernière aventure.

Depuis lors les milieux colonialistes français ont fait donner la grande presse pour faire pression sur le gouvernement tchadien et à tout le moins orchestrer une campagne contre le peuple tchadien, le Front de libération nationale (FROLINAT) et les forces armées d'Hissène Habré dissidentes du Frolinat qui détiennent Françoise Claustre.

Georges Marchais à la fête de l'«Humanité» n'a pas voulu être de reste, il s'est fait le champion de la défense des nouveaux missionnaires français tout en faisant le silence sur les crimes colonialistes qu'ont perpétrés des troupes françaises toujours présentes au Tchad.

A CHACUN SON PLAN ... DE SAUVETAGE

C'est le temps de la «relance», où la crise dans laquelle s'enfoncent le régime capitaliste, stimule l'élaboration de plans et de contre-plans par les représentants des différentes couches de la bourgeoisie en fonction de leurs intérêts, à la fois économique et politique. Le plan Giscard, comme ceux de Messieurs Marchais et Mitterrand sont des plans de sauvetage, ni plus ni moins, ils ne représentent en aucune façon les intérêts des couches travailleuses et exploitées de la population.

La production industrielle décroît de plus de 2 % cette année. Les prix à la consommation augmenteront de plus de 15 % et le nombre des chômeurs atteint déjà, (en tenant compte des jeunes et des chômeurs partiels) près de deux millions. Le nombre des faillites se multiplie: autant de faillites entre janvier et juillet 1975 que pour toute l'année 1973; et près des 3/4 de celles-ci sont des petites et jeunes entreprises.

Le plan que Giscard a rendu public le 4 septembre, fait suite aux grandes déclarations sur le «changement de cap» et les «structures différentes» annoncées dès la fin juillet. Le principe de base consiste pour le capital à faire intervenir l'État monopoliste sur le plan financier dans le secteur de la grosse industrie, en «injectant» des milliards de francs, nécessaire au redémarrage et à la concentration de la production. La «relance» dont il s'agit est principalement celle de la production monopoliste. Elle est financée par l'impôt donc en grande partie par la masse des travailleurs.

Pour faire avaler la couleuvre, le plan Giscard comporte une série de mesures démagogiques comme l'aide aux personnes âgées par exemple. Chacun sait que cette poudre aux yeux n'améliorera en rien la situation de la masse des travailleurs.

Le plan présidentiel ayant été l'objet d'une «loi» financière, le débat à l'Assemblée nationale a permis

aux autres forces de la bourgeoisie de lancer à leur tour leur projet de «relance».

Mitterrand devant cette assemblée devait la semaine passée y aller de son plan, avec l'argumentation bourgeoise suivante: «Si l'on continue à gouverner avec les moyens et objectifs de l'actuelle politique économique, la crise s'aggravera. Il est urgent de changer de politique.»

Or que proposent les sociaux-démocrates: «Pour créer des emplois il faudrait d'une part pouvoir s'assurer que les crédits aux entreprises conduisent à créer des nouveaux outils...» Rien de bien différent par rapport au plan Giscard. En fait Mitterrand va plus loin: «La première condition exige un contrôle politique de l'investissement, c'est-à-dire au moins la nationalisation et la planification du secteur bancaire et financier.» Autrement dit, Mitterrand propose comme solution un plan de sauvegarde du capitalisme. Tous les autres discours qui suivent sur la «revalorisation du travail manuel», «la réduction des inégalités», «la création de 300 000 emplois», etc... ne sont que pures verbiages démagogiques, destinés à faire croire aux travailleurs:

— Que la crise du capitalisme n'est pas inéluctable;

— Que l'on peut l'arrêter sans changer de régime.

C'est le réformisme bourgeois, qui conduit tout droit au maintien du régime actuel.

Ce que propose Mitterrand à la bourgeoisie n'est d'ailleurs pas très éloigné des plans économiques des dirigeants révisionnistes: nationalisations ici, nationalisations là.

Les plans économiques de cette «gauche» sont la manifestation de la volonté de la moyenne bourgeoisie et de la bourgeoisie bureaucratique révisionniste de profiter de la crise actuelle pour tirer chacun de leur côté, la couverture à eux en fonction de leurs intérêts.

La régionalisation, une pomme de discorde pour les partis bourgeois

La lutte anticapitaliste de la population corse a amené la bourgeoisie à remettre à l'ordre du jour la question de la régionalisation. Les différents partis bourgeois sont divisés à ce sujet, c'est-à-dire sur la tactique à adopter pour maintenir le pouvoir du capitalisme sur la population française. Servan-Schreiber est bien connu pour être partisan d'un «pouvoir régional» fonctionnant avec des assemblées régionales. C'est également là la position qu'a défendue il y a quelques jours Chaban-Delmas. L'UDR de son côté est opposée à une telle solution comme l'a réaffirmé récemment son bureau exécutif. Alors que les uns veulent conserver les

formes de fonctionnement actuel de l'État bourgeois, les autres veulent les modifier. A cela plusieurs raisons: la mise en place de «pouvoirs régionaux» permettrait à certaines fractions bourgeoises de renforcer leurs positions et d'autre part elle pourrait constituer un écran de fumée pour tromper de larges couches de la population en leur faisant croire qu'ainsi leurs problèmes disparaîtraient. Il faut rappeler que c'est juste après le mouvement révolutionnaire de 1968 que De Gaulle avait tenté de mettre en place la régionalisation.

Quant aux dirigeants révisionnistes eux aussi sont favorables à la mise

en place d'assemblées bourgeoises régionales. Ils voudraient un système comparable à celui qui existe en Italie où leurs compères ont pris en mains le contrôle de villes et de régions importantes. Ils veulent ainsi pouvoir renforcer leur influence dans l'État bourgeois pour être mieux en mesure d'en prendre le contrôle.

Ces divergences sont entre factions bourgeoises qui rivalisent pour contrôler l'État capitaliste.

L'intérêt des travailleurs est lui la lutte révolutionnaire pour la destruction de cet État.

IL Y A TRENTE ANS...
LE 8 MAI 1945
par Mahfoud Kaddache

Le 8 mai 1945, ce n'était pas seulement la libération de la France, c'est l'anniversaire du massacre dans le Constantinois (Algérie) déclenché par les colonialistes français. La collection «Tiers monde en lutte» des éditions du Centenaire publie un article de Mahfoud Kaddache, historien algérien, publié en juin 1975, dans «Algérie-actualités».

Prix: 4 F.
E. 100
24, rue Ph. de Girard
75010 Paris

Des métallos de l'Isère : OCCUPATION CONTRE LES LICENCIEMENTS !

Depuis le 2 septembre, les 71 travailleurs de la fonderie Dupont-Frères à Voiron occupent leur usine. Ils entendent ainsi faire reculer leur patron qui avait entrepris de les licencier. Outre le patron, ils ont maintenant à combattre une poignée de dirigeants révisionnistes de la CGT qui veut «suspendre le mouvement» sans avoir rien obtenu !

Le matin du 1er septembre, aux portes de la fonderie Dupont-Frères à Voiron, ça discute ferme, et... pas de vacances !

Fin août, la dernière semaine de congés, chacun a reçu une lettre du gérant de la fonderie l'invitant... à ne pas se présenter pour la reprise ! Malgré tout le jour de la rentrée, les 71 travailleurs sont là et n'entendent pas repartir chez eux comme cela. Non, ils n'iront pas grossir les rangs de l'armée des chômeurs. !

A 17 h 30, une réunion d'information se tient à l'intention des membres du Comité d'entreprise et des délégués du personnel. Y assistent également M. Henri Dupont, ancien gérant de la société, et Maître Coquet, syndic. Ces derniers exposent leurs vues sur la situation de l'entreprise et tentent de la justifier en expliquant qu'un prêt d'un million de francs a été récemment refusé à la société par les banques. Puis ils présentent la situation de règlement judiciaire de la fonderie : «Une perspective se présente, précise le syndic, celle de redémarrer une activité grâce à la participation des fonderies de l'Isère de la Verpillière, mais en licenciant 60 % du personnel de Voiron, soit 43 personnes sur 71».

Le lendemain se tient une assemblée générale du personnel. L'ensemble des travailleurs présents s'y prononce pour un refus radical, sans concession, de tout licenciement. Puis, dans le but de faire passer cette décision dans la pratique, l'occupation de l'usine est votée à l'unanimité et appliquée immédiatement.

Depuis lors, la lutte et l'occupation se poursuivent.

Le 12 septembre, les travailleurs organisent une «opération portes ouvertes». Considérant qu'ils ont une chance de faire passer leur point de vue, et que c'est l'occasion ou jamais de prendre la direction de la lutte et d'imposer leur contrôle aux travailleurs, les révisionnistes dirigeant la CGT décident d'intervenir.

C'est Robert Rabatel, secrétaire de l'Union départementale CGT, qui prend

(suite de la p. 1)

de trahison du prolétariat et de l'indépendance nationale ? Rappelons toutefois que cette agression s'est piteusement terminée pour eux.

Devant ces faits on comprend mieux le sort qui serait réservé à la classe ouvrière de notre pays si ces étranges «champions de la liberté» parvenaient à se hisser au pouvoir. On comprend mieux aussi la révolte des masses portugaises qui ont pu apprécier, à grande échelle les agissements des révisionnistes. Ce régime qu'il complotait d'instaurer qui opprime féroce la classe ouvrière et le peuple d'Union soviétique et des pays de l'Est, porte un nom. C'est le social-fascisme. Rien ne le distingue du fascisme si ce n'est les mensonges dont ils s'enveloppent. Pas plus que ce dernier, le social-fascisme ne passera pas dans notre pays !

la parole. Il commence par exprimer le profond souhait de tous de voir l'entreprise redémarrer le plus rapidement possible. Puis, sans se préoccuper du point de vue des travailleurs, il déclare : «Nous voulons négocier avec le futur patron et, dans un large esprit de bonne volonté, nous sommes prêts à admettre une réintégration partielle (sic), à condition que la négociation s'engage enfin sur des bases sérieuses. Nous sommes même prêts à suspendre momentanément le conflit dans ce but» !

Ce n'est pas là faire preuve de «bonne volonté». C'est montrer au grand jour la volonté claire et nette de saboter la lutte, d'accepter les licenciements. C'est trahir de la façon la plus répugnante les travailleurs de la fonderie. C'est prêter main forte au gérant pour jeter 71 ouvriers sur le pavé, pour leur retirer le pain de la bouche ! Les travailleurs sauront démasquer ces éléments antiouvriers, et leur réserver le sort qu'ils méritent, celui des pires ennemis du prolétariat révolutionnaire !

119 licenciements dans une firme roubaisienne

Nous avons expliqué l'importance de la correspondance ouvrière, ce qu'elle représente : la source de vie du quotidien du prolétariat. Seulement il ne suffit pas de le répéter indéfiniment et d'être d'accord avec cela, il s'agit de le mettre en pratique. C'est ce qu'a fait un lecteur de la région de Tourcoing, en nous envoyant les informations et documents dont il a connaissance sur les événements dans la région. Il termine sa lettre ainsi : «J'espère par cet envoi contribuer à mon niveau, à l'information de la classe ouvrière, en vue de sa mobilisation dans les luttes à venir. Je ne manquerai pas de vous informer de ce qui adviendra dans cette affaire.»

Nous appelons tous nos amis et lecteurs à en faire de même, pour contribuer à ce que l'H.R. quotidien colle de près aux préoccupations de la classe ouvrière et des masses populaires en France.

Le groupe Pennel et Flipo — plastique et caoutchouc — est constitué de 5 usines (dont une ou deux en Belgique) et emploie 1 200 personnes. Il a été racheté en juillet par le groupe Prouvoat qui a, dès l'origine, exposé la nécessité (!) d'un certain nombre de licenciements. Aujourd'hui 119 licenciements sont officiels, en fait ils étaient déjà prévus depuis juin. C'est seulement trois mois après, quand les licenciements sont effectifs, que les dirigeants CGT daignent sortir un tract, et quel tract ! Voyons plutôt.

Après avoir indiqué que «Dès la rentrée des bruits circulaient concernant un projet de licenciements, après enquête de vos délégués CGT auprès de la direction, il est actuellement à l'étude un projet de licenciements qui doit être présenté dans les prochains jours au Comité d'entreprise», le tract indique «cette opération est-elle vraiment nécessaire ? (...) Un licenciement coûte cher, (plus de 400 millions en 1972) et si demain le travail reprenait,

l'entreprise devrait obligatoirement embaucher un nombre important de personnes (entre 50 et 80 en plus de l'effectif actuel). (...) pour la CGT toutes les forces du groupe doivent être jetées dans la recherche de marchés importants, et de ce fait ne pas entériner la politique gouvernementale catatrophique pour les travailleurs.» ! Le marché capitaliste, voilà ce qui préoccupe les dirigeants révisionnistes de la CGT qui contrôlent l'administration des divers services dépendant du Comité d'entreprise.

Par contre la mobilisation du personnel a été grande dès le début. Le 3 septembre, alors que la direction voulait licencier sur le champ un travailleur, sous un faux prétexte, tout le personnel a occupé l'usine et obtenu l'annulation du licenciement.

Maintenant pour faire échec aux 119 licenciements, les travailleurs devront déjouer les manœuvres et la démagogie des dirigeants de la CGT.

L'assassin de Mohamed Diab passe en correctionnelle

UN PROCES TRUQUE DE A JUSQU'À Z

29 novembre 1972

Mohamed Diab, 32 ans, ouvrier chauffeur, vient visiter sa mère, alitée, gravement malade, au Centre hospitalier de Versailles. Très handicapé, c'est en vain qu'il essaye de la faire manger. Il s'énerve, envoie aux diables des brancardiers accourus pour le maîtriser. La direction de l'hôpital téléphone à la police.

Conduit au commissariat de Versailles, Mohamed Diab se trouve face à trois flics. Le brigadier Marquet exige qu'il se déshabille. M. Diab refuse. Les flics le mettent contre le mur, bras en l'air, pour le fouiller. M. Diab résiste.

La version des flics

Ils veulent l'entraîner dans une geôle ; M. Diab, «d'un seul coup de poing, assomme les policiers Thierghen et Ramondou. Leurs têtes ont porté dans le même mouvement contre une saillie du mur. Ils se sont écroulés K.O.». C'est tout à fait possible disent les experts.

Marquet poursuit : «A ce moment-là j'ai eu peur (le commissariat est situé dans l'enceinte de l'hôtel de Noailles, une caserne de flics !). Mes collègues gisaient à terre, inanimés... Je me suis aperçu que je n'avais pas mon arme (revolver) sur moi. J'ai pris une mitraillette. Diab s'est accroché à la bretelle. C'était lui ou moi, j'ai tiré»...

Tout cela est faux !

Mme Diab et sa belle-sœur Fatma, arrivées à pied au commis-

sariat, ont révélé la vérité : «Après avoir baissé sa combinaison de travail et quitté ses chaussures, Mohamed a demandé à partir. Les policiers lui ont donné des coups de poing dans les reins, puis une gifle. Ils lui ont dit de retourner dans son pays. Mohamed s'est emparé d'une chaise. C'est à ce moment-là que le brigadier Marquet a sorti un pistolet-mitrailleur d'une armoire. Mohamed s'est calmé. Il était assis sur une chaise quand on nous a poussés dehors.»

Le procureur de la République ne croit pas Mme Diab et Fatma. Pourtant les faits eux-mêmes prouvent qu'elles disent vrai.

Les quatre balles de pistolet-mitrailleur Mat 49, calibre 9mm, que Marquet a tiré, ont fait... 13 orifices (entrées et sorties) dans le corps de M. Diab. Rien d'étonnant à cela rétorquent d'éminents experts !

Toutes les balles ont suivi une trajectoire de haut en bas, aussi bien celles qui sont entrées dans le torse que celles qui sont entrées dans le dos de M. Diab. M. Diab n'aurait-il pas été tué assis ? Mais non, puisque M. Marquet et les policiers qui ont mené l'enquête nous assurent le contraire, affirme le procureur de la République chargé du réquisitoire !

18 septembre 1975

Ce jeudi matin s'ouvre le procès de l'assassin de M. Diab. Trois ans après le crime !

Marquet est jugé en correctionnelle, non pour avoir abattu M. Diab, mais pour «inobservation des règlements» !

Selon le procureur, si «le brigadier Marquet n'avait pas oublié son revolver réglementaire, il n'aurait pas eu à se saisir d'un pistolet-mitrailleur. Il n'aurait pas lâché une rafale. Il aurait pu tirer un seul coup de feu en choisissant une partie du corps non vitale de Mohamed Diab» ! Marquet n'est donc coupable que... d'avoir oublié son revolver !

C'est pourquoi il passe en correctionnelle — où sont jugés les infractions au code de la route et autres délits mineurs — et non en cour d'Assises — où sont jugés les crimes.

Maître Ben Abdallah du barreau d'Alger et maître Gisèle Halimi représentant Mme Diab, partie civile, pensent que les policiers «ont réalisé un vrai travail d'orfèvre dans l'art de la mise en scène et la rédaction des procès-verbaux. Tout le dossier est faussé et on y suit les falsifications à la trace». C'est pourquoi, dès l'ouverture de l'audience, jeudi matin, ils devaient demander le renvoi du procès en cour d'Assises.

Cela est juste. Cependant, pour notre part, nous ne pouvons accorder la moindre confiance à la justice de classe de la bourgeoisie, quel que soit le tribunal où elle est appliquée. Seul le prolétariat révolutionnaire pourra réellement venger Mohamed Diab.